

## Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2014





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dettes financières de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -94,08 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2014 s'élève à -94,08 Md€ contre -93,72 Md€ à fin août 2013 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la baisse des recettes (-3,09 Md€)

compensée par la baisse des dépenses (-2,16 Md€) et par une légère amélioration du solde des comptes spéciaux (+0,58 Md€).

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 201,57 Md€

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 4,97 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,09 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 2,91 Md€ dont 1,99 Md€ pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 0,56 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

Les dépenses nettes à fin août 2014 s'élèvent à 201,57 Md€ contre 203,73 Md€ à fin août 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des dépenses de fonctionnement (-2,81 Md€ notamment dus à l'opération exceptionnelle en 2013 d'augmentation

✓ Mission **Sécurités** : 1,45 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,77 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,63 Md€ ;

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,90 Md€ dont 0,70 Md€ au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et des collectivités locales ».

de capital de la Banque européenne d'investissement) et des charges de la dette de l'Etat (-1,53 Md€) mais compensée partiellement par la hausse des dépenses d'opérations financières (+2,11 Md€ notamment dus au nouveau programme d'investissement d'avenir).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 133,81 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

TVA : 10,93 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 2,05 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,41 Md€ dont 0,65 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,06 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,37 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,02 Md€.

## Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 177,10 Md€

Elles s'élevaient à 180,31 Md€ à périmètre constant à fin août 2013, soit une baisse de 3,20 Md€. Cet écart s'explique particulièrement par la diminution des recettes nettes d'IS (-10,25 Md€) en raison des effets conjugués de la baisse des recettes brutes et

de la hausse des remboursements et dégrèvements. Néanmoins, les recettes nettes d'IR et de TVA sont en hausse, respectivement de 5,77 Md€ et de 2,41 Md€.



### Recettes non fiscales : 7,37 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2014 s'élèvent à 7,37 Md€ contre 8,09 Md€ à fin août 2013 à périmètre constant. Cet écart résulte de la baisse des dividendes perçus (essentiellement dividendes Banque de France et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt

sur les sociétés déjà encaissés en 2013) compensée par la comptabilisation, cette année, des prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (+0,73 Md€ - cf. focus sur l'actualité).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -52,33 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -52,33 Md€ à fin août 2014 contre -53,95 Md€ à fin août 2013. Cette variation s'explique

essentiellement par la baisse de 1,54 Md€ des prélèvements au profit de l'Union européenne, par rapport à l'an passé.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -26,31 Md€

#### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,88 Md€ et des recettes pour 2,43 Md€. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** »

affiche 0,99 Md€ de recettes de TVA affectées aux organismes sociaux et 1,09 Md€ de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS.

Au 31 août 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -26,31 Md€ contre -26,89 Md€ en août 2013.

### Dette financière de l'Etat au 31 août : 1 527,41 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 96,83 Md€) et les BTF (émissions nettes de

16,29 Md€). Les montants des BTAN ont diminué de 47,83 Md€ au cours de l'exercice.



### ☞ Les prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations

Créée en 1816, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) est une institution financière publique dotée de plusieurs missions d'intérêt général dont notamment celle de centraliser et de gérer, pour le compte de l'Etat, une large part de l'épargne réglementée des français notamment le livret A, le livret de développement durable et le livret d'épargne populaire.

Distribués par l'ensemble du réseau bancaire, ces produits d'épargne liquide bénéficient d'une exonération fiscale et d'un revenu garanti. Les sommes ainsi centralisées, sont employées principalement pour octroyer des prêts à taux bonifiés pour le logement social et la politique de la ville. L'excédent des dépôts sur les prêts est placé sur les marchés financiers. La gestion des fonds d'épargne est séparée de celle des

autres activités de la CDC, elle est retracée dans une comptabilité patrimoniale distincte et non consolidée.

En contrepartie de la garantie qu'il apporte à l'épargne réglementée, l'Etat perçoit chaque année, une rémunération correspondant au résultat des fonds d'épargne après déduction des abondements aux fonds de réserve prudeniels. Le montant de cette rémunération est fixé par décret après avis de la commission de surveillance de la CDC.

Au titre de l'année 2014 et conformément aux lois de finances, le montant de la rémunération a été fixé à 0,73 Md€.

Les **prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la CDC** ont été comptabilisés au cours du mois d'août à la catégorie « Divers » des recettes non fiscales du budget général.



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page	
	Août	2014	2013 retraité 2013 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-9 984	-94 079	-93 724	-93 612	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	15 007	201 570	203 730	203 584	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	10 638	133 805	136 895	136 861	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	2 052	46 682	40 908	40 908	
- IS *	-626	12 943	23 196	23 196	
- TVA	10 929	91 942	89 532	89 503	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 614	-26 314	-26 889	-26 889	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-344	95 457			18
Dettes financières de l'Etat	-1 157	1 527 412			19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Dépenses de personnel	9 890	81 101	81 042	81 167
Dépenses de fonctionnement	1 864	37 051	39 856	39 628
Charges de la dette de l'Etat	304	26 666	28 198	28 198
Dépenses d'investissement	580	7 989	8 046	8 046
Dépenses d'intervention	2 376	44 435	44 368	44 325
Dépenses d'opérations financières	-6	3 339	1 228	1 228
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>15 007</b>	<b>201 570</b>	<b>203 730</b>	<b>203 584</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	14 823	177 104	180 307	180 274
Recettes non fiscales	1 057	7 372	8 086	8 086
Prélèvements sur recettes	-5 386	-52 332	-53 949	-53 950
Fonds de concours	143	1 661	2 451	2 451
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>10 638</b>	<b>133 805</b>	<b>136 895</b>	<b>136 861</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>16 023</b>	<b>186 137</b>	<b>190 845</b>	<b>190 811</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-4 370</b>	<b>-67 765</b>	<b>-66 834</b>	<b>-66 723</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	75	4 006	3 759	3 759
Solde des comptes de concours financiers	-5 841	-30 907	-30 659	-30 659
Solde des comptes de commerce	121	534	-31	-31
Solde des comptes d'opérations monétaires	-77	-177	-2	-2
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-5 614</b>	<b>-26 314</b>	<b>-26 889</b>	<b>-26 889</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-9 984</b>	<b>-94 079</b>	<b>-93 724</b>	<b>-93 612</b>





	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2014	2013 retraité	2013 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>9 890</b>	<b>81 101</b>	<b>81 042</b>	<b>81 167</b>
Rémunérations d'activité	5 744	46 269	46 193	46 247
Cotisations et contributions sociales	4 082	34 306	34 314	34 385
Prestations sociales et allocations diverses	64	526	535	535
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>5 118</b>	<b>120 469</b>	<b>122 688</b>	<b>122 417</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>990</b>	<b>991</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1 864</b>	<b>37 051</b>	<b>39 856</b>	<b>39 628</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 560	16 666	19 328	19 131
Subventions pour charges de service public	303	20 385	20 528	20 497
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>304</b>	<b>26 666</b>	<b>28 198</b>	<b>28 198</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	304	26 666	28 198	28 198
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>580</b>	<b>7 989</b>	<b>8 046</b>	<b>8 046</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	444	7 089	6 911	6 911
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	137	900	1 135	1 135
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>2 376</b>	<b>44 435</b>	<b>44 368</b>	<b>44 325</b>
Transferts aux ménages	328	17 261	17 476	17 438
Transferts aux entreprises	442	7 310	6 519	6 536
Transferts aux collectivités territoriales	196	4 276	5 644	5 647
Transferts aux autres collectivités	1 410	15 582	14 726	14 702
Appels en garantie	0	5	3	3
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>-6</b>	<b>3 339</b>	<b>1 228</b>	<b>1 228</b>
Prêts et avances	-3 130	6	238	238
Dotations en fonds propres	3 123	3 376	372	372
Dépenses de participations financières	0	-43	618	618
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>15 007</b>	<b>201 570</b>	<b>203 730</b>	<b>203 584</b>



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2014		Cumul à fin août 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>91</b>	<b>178</b>	<b>1 950</b>	<b>1 791</b>	<b>1 966</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	60	68	1 064	1 036	1 202
Diplomatie culturelle et d'influence	12	48	616	493	504
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	62	270	262	260
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>207</b>	<b>222</b>	<b>1 883</b>	<b>1 685</b>	<b>1 736</b>
Administration territoriale	141	149	1 145	1 110	1 122
Vie politique, culturelle et associative	19	22	142	141	145
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	46	51	595	435	469
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>174</b>	<b>136</b>	<b>2 149</b>	<b>1 951</b>	<b>2 175</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	41	40	1 045	947	1 154
Forêt	2	1	269	226	213
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	33	35	327	310	328
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	99	59	509	468	480
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>138</b>	<b>220</b>	<b>1 772</b>	<b>2 083</b>	<b>2 100</b>
Aide économique et financière au développement	0	86	462	803	821
Solidarité à l'égard des pays en développement	138	134	1 310	1 280	1 279
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>15</b>	<b>19</b>	<b>2 197</b>	<b>2 188</b>	<b>2 254</b>
Liens entre la Nation et son armée	10	11	74	74	70
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	8	2 038	2 050	2 120
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	0	86	64	64
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>44</b>	<b>48</b>	<b>408</b>	<b>409</b>	<b>405</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	27	30	233	236	230
Conseil économique, social et environnemental	1	1	39	39	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	16	136	133	136
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>115</b>	<b>157</b>	<b>1 891</b>	<b>1 680</b>	<b>1 663</b>
Patrimoines	23	28	538	456	469
Création	22	49	615	546	521
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	70	81	739	678	673
<b>DEFENSE</b>	<b>2 819</b>	<b>2 906</b>	<b>27 582</b>	<b>28 287</b>	<b>29 065</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	83	127	1 078	1 204	1 283
Préparation et emploi des forces	1 949	1 986	15 859	15 965	16 552
Soutien de la politique de la défense	399	232	1 998	2 027	2 010
Equipement des forces	388	562	7 147	7 591	9 220
Excellence technologique des industries de défense (1)	0	0	1 500	1 500	0
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>58</b>	<b>81</b>	<b>707</b>	<b>682</b>	<b>719</b>
Coordination du travail gouvernemental	28	42	302	296	322
Protection des droits et libertés	5	6	58	52	52
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	26	33	347	334	346
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	0	0	0	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)</b>	<b>143</b>	<b>466</b>	<b>6 227</b>	<b>6 232</b>	<b>6 946</b>
Infrastructures et services de transports	61	402	2 972	3 088	3 393
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	4	12	137	109	105
Météorologie	0	0	153	153	159
Paysages, eau et biodiversité	8	9	183	159	184
Information géographique et cartographique	0	0	71	71	70
Prévention des risques	6	15	146	130	122
Energie, climat et après-mines	8	5	424	406	459
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	276	243	2 362	2 337	2 455
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	-170	-170	-170	-170	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (1)	-50	-50	-50	-50	0



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2014		Cumul à fin août 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>84</b>	<b>203</b>	<b>1 333</b>	<b>1 015</b>	<b>1 062</b>
Développement des entreprises et du tourisme	68	184	577	628	636
Statistiques et études économiques	33	35	315	308	315
Stratégie économique et fiscale	12	14	110	108	111
Projets industriels (1)	0	0	60	0	0
Innovation (1)	-30	-30	270	-30	0
Economie numérique (1)	0	0	0	0	0
<b>EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE</b>	<b>132</b>	<b>199</b>	<b>6 382</b>	<b>5 188</b>	<b>5 274</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	117	162	1 042	864	802
Aide à l'accès au logement	0	0	4 732	3 635	3 763
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	14	36	180	349	415
Politique de la ville	0	0	428	340	295
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>304</b>	<b>304</b>	<b>27 165</b>	<b>30 224</b>	<b>33 487</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	304	304	26 666	26 666	28 198
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	5	5	3
Epargne	0	0	495	291	408
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	3 262	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	1 617
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>4 948</b>	<b>4 968</b>	<b>44 026</b>	<b>43 675</b>	<b>43 061</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 595	1 596	12 870	12 869	12 593
Enseignement scolaire public du second degré	2 483	2 493	20 411	20 402	20 248
Vie de l'élève	163	168	3 275	3 098	3 000
Enseignement privé du premier et du second degrés	495	495	5 019	5 005	4 961
Soutien de la politique de l'éducation nationale	138	145	1 524	1 381	1 387
Internats de la réussite (1)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	74	71	927	920	872
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>888</b>	<b>900</b>	<b>7 627</b>	<b>7 493</b>	<b>7 685</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	681	702	5 588	5 531	5 669
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	8	12	114	99	114
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	42	54	597	606	607
Facilitation et sécurisation des échanges	134	113	1 126	1 053	1 079
Entretien des bâtiments de l'Etat	8	13	81	78	81
Fonction publique	14	4	122	126	134
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>51</b>	<b>46</b>	<b>432</b>	<b>366</b>	<b>378</b>
Immigration et asile	44	38	410	349	344
Intégration et accès à la nationalité française	7	8	22	18	34
<b>JUSTICE</b>	<b>513</b>	<b>557</b>	<b>4 696</b>	<b>5 005</b>	<b>5 079</b>
Justice judiciaire	232	234	1 909	2 035	2 020
Administration pénitentiaire	194	240	1 792	2 075	2 054
Protection judiciaire de la jeunesse	47	56	543	488	498
Accès au droit et à la justice	5	6	233	230	310
Conduite et pilotage de la politique de la justice	35	21	217	173	195
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>3</b>	<b>29</b>	<b>611</b>	<b>554</b>	<b>592</b>
Presse	1	1	147	154	168
Livre et industries culturelles	1	2	225	177	172
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	26	100	83	116
Action audiovisuelle extérieure	0	0	140	140	136



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2014		Cumul à fin août 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>44</b>	<b>73</b>	<b>1 588</b>	<b>1 444</b>	<b>1 312</b>
Emploi outre-mer	17	23	1 233	1 013	885
Conditions de vie outre-mer	27	51	356	431	427
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>27</b>	<b>21</b>	<b>124</b>	<b>165</b>	<b>160</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	22	18	109	147	145
Interventions territoriales de l'Etat	5	3	15	18	15
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>990</b>	<b>990</b>	<b>991</b>
Présidence de la République	0	0	102	102	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>86</b>	<b>132</b>	<b>25 041</b>	<b>22 649</b>	<b>19 526</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	50	56	10 506	10 472	10 524
Vie étudiante	3	3	2 235	1 603	1 493
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	2	24	4 793	3 450	3 147
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	2	1 261	948	954
Recherche spatiale	0	0	1 346	1 208	1 206
Ecosystèmes d'excellence (1)	0	0	3 100	3 100	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	0	6	860	935	1 280
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	14	20	552	596	528
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	60	60	118
Recherche culturelle et culture scientifique	1	4	100	54	51
Enseignement supérieur et recherche agricoles	17	17	227	223	224
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>196</b>	<b>307</b>	<b>5 224</b>	<b>4 949</b>	<b>4 815</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	50	93	3 147	3 079	3 101
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	757	550	526
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	146	146	1 320	1 320	1 188
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>45</b>	<b>106</b>	<b>2 116</b>	<b>2 109</b>	<b>2 032</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	19	44	445	391	404
Concours financiers aux départements	14	30	422	415	397
Concours financiers aux régions	0	0	919	919	837
Concours spécifiques et administration	13	31	330	384	394
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>6 048</b>	<b>6 682</b>	<b>63 868</b>	<b>63 850</b>	<b>57 249</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 733	6 364	60 761	60 743	53 724
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	315	318	3 107	3 107	3 525
<b>SANTE</b>	<b>8</b>	<b>71</b>	<b>1 088</b>	<b>950</b>	<b>859</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	7	70	528	494	483
Protection maladie	1	1	560	456	376
<b>SECURITES (3)</b>	<b>1 386</b>	<b>1 453</b>	<b>11 877</b>	<b>11 734</b>	<b>11 858</b>
Police nationale	749	771	6 193	6 143	6 207
Gendarmerie nationale	605	627	5 367	5 285	5 349
Sécurité et éducation routières	10	9	76	71	71
Sécurité civile (3)(4)	22	46	240	235	231



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2014		Cumul à fin août 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SECURITE CIVILE (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	0
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>97</b>	<b>543</b>	<b>12 189</b>	<b>8 641</b>	<b>8 685</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	2	2	98	30	368
Actions en faveur des familles vulnérables	21	20	190	155	153
Handicap et dépendance	4	450	10 622	7 384	7 095
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	17	15	12
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	69	68	1 263	1 057	1 057
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>7</b>	<b>21</b>	<b>379</b>	<b>351</b>	<b>406</b>
Sport	2	10	209	200	211
Jeunesse et vie associative	5	11	170	151	195
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	0	0	0	0	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>578</b>	<b>641</b>	<b>8 918</b>	<b>7 079</b>	<b>7 438</b>
Accès et retour à l'emploi	485	440	6 169	4 893	3 861
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	35	139	2 206	1 672	3 024
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	4	56	40	46
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	58	487	474	508
Formation et mutations économiques (1)	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>19 248</b>	<b>21 689</b>	<b>272 443</b>	<b>265 420</b>	<b>260 979</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>13 200</b>	<b>15 007</b>	<b>208 576</b>	<b>201 570</b>	<b>203 730</b>

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>2 962</b>	<b>51 592</b>	<b>44 898</b>	<b>44 898</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>117</b>	<b>1 131</b>	<b>1 324</b>	<b>1 324</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>443</b>	<b>31 632</b>	<b>35 669</b>	<b>35 669</b>
Impôt sur les sociétés	435	30 960	34 867	34 867
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	8	672	801	801
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>585</b>	<b>9 997</b>	<b>10 782</b>	<b>10 782</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	74	464	399	399
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	166	3 099	3 801	3 801
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	11	62	150	150
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	3	1	1
Impôt de solidarité sur la fortune	201	3 437	2 886	2 886
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	34	79	79
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	3	74	95	95
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	11	106	48	48
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	14	19	19
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	22	19	19
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	54	54	54
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	5	8	8
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	4	5	5
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	59	77	77
Recettes diverses	107	2 560	3 142	3 142
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 058</b>	<b>8 453</b>	<b>8 843</b>	<b>8 841</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>14 932</b>	<b>125 787</b>	<b>123 901</b>	<b>123 873</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 407</b>	<b>12 360</b>	<b>12 139</b>	<b>12 136</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	33	255	367	367
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	8	100	101	101
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	6	11	11
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	143	915	779	779



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€.	Août	2014	2013 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	647	5 668	5 540	5 540
Contribution de sécurité immobilière	41	376	361	361
Autres conventions et actes civils	33	354	316	316
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	31	248	237	237
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	37	86	81	81
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	127	94	94
Timbre unique	20	132	127	127
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	9	172	258	258
Autres droits et recettes accessoires	0	4	3	3
Amendes et confiscations	3	22	27	27
Taxe générale sur les activités polluantes	1	166	219	219
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	19	19	19
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	23	115	114	114
Autres droits et recettes à différents titres	1	3	7	7
Taxe sur les achats de viande	0	0	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	35	36	36
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	34	33	33
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	26	27	27
Taxe de l'aviation civile	7	86	63	63
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	2	28	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	162	1 303	1 250	1 250
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	63	449	470	470
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	42	294	251	251
Prélèvements sur les paris sportifs	15	112	81	81
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	40	42	39
Redevance sur les paris hippiques en ligne (1)	0	7	61	61
Taxe sur les transactions financières	69	510	449	449
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	4	4
Autres taxes	-12	88	104	104
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>21 505</b>	<b>240 954</b>	<b>237 556</b>	<b>237 523</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>14 823</b>	<b>177 104</b>	<b>180 307</b>	<b>180 274</b>

(1) ligne supprimée en 2014



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>3 211</b>	<b>4 372</b>	<b>4 372</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	539	1 550	1 550
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	54	440	440
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	2 618	2 382	2 382
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>98</b>	<b>1 219</b>	<b>1 126</b>	<b>1 126</b>
Revenus du domaine public non militaire	12	151	162	162
Autres revenus du domaine public	3	192	88	88
Revenus du domaine privé	4	30	31	31
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	77	60	60
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	79	733	764	764
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	23	9	9
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	12	11	11
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>	<b>75</b>	<b>593</b>	<b>607</b>	<b>607</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	41	248	243	243
Autres frais d'assiette et de recouvrement	32	324	316	316
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	4	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	11	37	37
Autres recettes diverses	0	7	7	7
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>8</b>	<b>211</b>	<b>282</b>	<b>282</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	79	156	156
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	6	7	7
Intérêts des autres prêts et avances	2	31	28	28
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	4	77	70	70
Autres avances remboursables sous conditions	-1	1	5	5
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	1	8	7	7
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	9	9	9





	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>57</b>	<b>364</b>	<b>423</b>	<b>423</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	4	49	194	194
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	11	28	8	8
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	3	6	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	37	265	205	205
Frais de poursuite	1	8	8	8
Frais de justice et d'instance	1	6	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0
<b>Divers (F)</b>	<b>819</b>	<b>1 774</b>	<b>1 276</b>	<b>1 276</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	733	733	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	0	74	211	211
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	20	113	99	99
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	41	41
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	82	74	74
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	6	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	4	4
Récupération d'indus	5	22	23	23
Recouvrements après admission en non-valeur	21	111	118	118
Divers versements de l'Union européenne	9	23	39	39
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	13	12	12
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	14	22	22
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	3	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	15	180	155	155
Produits divers	1	137	30	30
Autres produits divers	9	247	429	429
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 057</b>	<b>7 372</b>	<b>8 086</b>	<b>8 086</b>



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-4 371</b>	<b>-36 732</b>	<b>-36 812</b>	<b>-36 813</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 978	-28 272	-28 805	-28 805
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-10	-10	-10
<b>Dotation</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-12	-12
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-476	-2 662	-2 350	-2 350
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-201	-1 491	-1 467	-1 467
<b>Dotation</b> élu local	-1	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-2	-39	-36	-36
<b>Compensation</b> de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotation</b> départementale d'équipement des collèges	-46	-257	-230	-230
<b>Dotation</b> régionale d'équipement scolaire	-232	-633	-557	-557
<b>Compensation</b> d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-1	-2	-2
<b>Dotation</b> globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	-3	-61	-61
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-277	-2 215	-2 262	-2 262
<b>Dotation</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-77	-613	-623	-623
<b>Dotation</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-31	-149	-44	-44
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-38	-240	-279	-279
<b>Dotation</b> de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-1	-2	-2
<b>Versement</b> complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 (1)	0	0	-5	-5
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-2	-2	-2
<b>Dotation</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-7	-55	0	0
<b>Dotation</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	0	-22	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 015</b>	<b>-15 600</b>	<b>-17 137</b>	<b>-17 137</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 386</b>	<b>-52 332</b>	<b>-53 949</b>	<b>-53 950</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	120	1 514	2 191	2 191
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	23	147	260	260
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>143</b>	<b>1 661</b>	<b>2 451</b>	<b>2 451</b>

(1) ligne supprimée en 2014

(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois d'août		Cumul à fin août					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>4 549</b>	<b>4 625</b>	<b>42 235</b>	<b>44 426</b>	<b>46 241</b>	<b>48 185</b>	<b>4 006</b>	<b>3 759</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	32	145	176	240	193	96	18
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	26	122	713	699	982	1 030	268	331
Développement agricole et rural	20	7	62	88	107	111	45	23
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	4	31	162	216	251	247	89	32
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	2	2	6	271	680	671	675	400
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	20	15	171	171	340	281	169	111
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-1	150	0	0	1	-150
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	501	599	399	1 006	-102	407
Participations financières de l'Etat	0	0	3 662	5 762	4 984	5 697	1 322	-65
Pensions	4 476	4 415	36 791	36 296	38 239	38 624	1 449	2 329
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	24	0	19	325	-5	325
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 391</b>	<b>3 550</b>	<b>73 564</b>	<b>69 136</b>	<b>42 657</b>	<b>38 477</b>	<b>-30 907</b>	<b>-30 659</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	115	150	43	47	-72	-103
Avances à l'audiovisuel public	296	131	2 367	2 298	1 252	1 194	-1 115	-1 105
Avances aux collectivités territoriales	7 876	2 425	62 390	60 300	32 664	30 851	-29 727	-29 449
Avances aux organismes de sécurité sociale	1 085	993	8 386	6 093	8 358	6 052	-28	-41
Prêts à des Etats étrangers	130	1	232	272	326	333	94	61
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	5	0	73	23	15	1	-58	-22
<b>Comptes de commerce</b>	<b>387</b>	<b>508</b>	<b>30 361</b>	<b>32 164</b>	<b>30 894</b>	<b>32 132</b>	<b>534</b>	<b>-31</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	35	121	434	551	603	578	170	27
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	12	104	106	102	100	-2	-6
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 413	1 418	1 413	1 418	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	19	51	269	304	464	403	195	99
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	315	315	28 103	29 607	28 259	29 589	155	-17
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	129	0	0	0	-129
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	4	0	0	-2	-4
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	6	25	30	42	44	17	14
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	3	11	15	12	0	1	-15
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	1	0	0	0	-1
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>335</b>	<b>258</b>	<b>1 768</b>	<b>1 434</b>	<b>1 591</b>	<b>1 433</b>	<b>-177</b>	<b>-2</b>
Emission des monnaies métalliques	12	44	106	132	162	180	56	48
Opérations avec le Fonds Monétaire International	322	214	1 655	1 290	1 425	1 246	-230	-44
Pertes et bénéfices de change	0	0	7	12	4	7	-3	-6
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>14 662</b>	<b>8 940</b>	<b>147 927</b>	<b>147 161</b>	<b>121 384</b>	<b>120 227</b>	<b>-26 544</b>	<b>-26 933</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>14 340</b>	<b>8 726</b>	<b>146 272</b>	<b>145 870</b>	<b>119 958</b>	<b>118 981</b>	<b>-26 314</b>	<b>-26 889</b>

(1) mission supprimée courant 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2014
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	465	195	660
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	1	0	1
	Autres organismes à caractère financier	223	138	361
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>701</b>	<b>333</b>	<b>1 033</b>
	CEPL			
	Régions	1 204	-755	448
	Départements	4 702	-1 957	2 745
	Communes	18 791	-1 446	17 345
	HLM	372	-11	361
	Autres CEPL	19 355	-672	18 683
	<b>Total CEPL</b>	<b>44 424</b>	<b>-4 841</b>	<b>39 583</b>
	Hôpitaux	4 475	-393	4 082
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 308	3 502	12 810
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	1 637	3 992
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 420	2 269	4 689
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	328	1 131
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>14 886</b>	<b>7 735</b>	<b>22 622</b>
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	11 953	-1 035	10 917	
Communautés européennes	166	1 159	1 325	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	69	-7	63	
GIP	433	221	653	
EPL	1 802	810	2 612	
Autres correspondants	12 122	-399	11 723	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-74	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>14 500</b>	<b>551</b>	<b>15 051</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>91 103</b>	<b>3 509</b>	<b>94 612</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	781	-55	726
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	3 482	-3 363	119
	Intérêts courus sur comptes à terme	2	-2	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>4 265</b>	<b>-3 420</b>	<b>845</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>95 368</b>	<b>89</b>	<b>95 458</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires	1	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor	1	-1	0	
<b>Total Actif (B)</b>	<b>2</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>95 367</b>	<b>91</b>	<b>95 457</b>



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2014
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 457 220</b>	<b>65 291</b>	<b>1 522 510</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	96 827	1 163 768
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	86 333	991 378
- <i>taux variable</i>	142 776	10 532	153 308
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-47 830	168 606
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-48 651	155 990
- <i>taux variable</i>	11 284	786	12 070
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	16 293	190 136
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>5 084</b>	<b>-182</b>	<b>4 902</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 462 304</b>	<b>65 108</b>	<b>1 527 412</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.